



La Commune



Vive la lutte du peuple bolivien !

Déclaration de l'UIT - IV^e Internationale

A nouveau la Bolivie est au centre d'une révolution ouvrière, paysanne et populaire. Cette fois-ci demandant la tête du président pro-américain Sanchez de Losada. Depuis trois semaines la rébellion ouvrière et paysanne s'amplifie. Les paysans ont coupé et bloqué toutes les routes du pays. La COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) a appelé à la grève illimitée. Les mineurs de Huanuni sont rentrés dans La Paz avec leurs cartouches de dynamite. Entre dimanche 12 et lundi 13 octobre ont eu lieu les affrontements les plus importants, principalement dans la ville de El Alto située au-dessus de La Paz, le nombre de victimes s'élève à trente morts. Les locaux des différents partis patronaux ont été brûlés, un camion militaire a été incendié dans la zone sud de La Paz par les manifestants. La marche de El Alto à La Paz a rassemblé des milliers de personnes qui ont pris le contrôle de la capitale, ont coupé les rues avec des barricades.

Au Chapare, les cocaléros ont mis en place les barrages routiers. L'aéroport international est fermé car il n'y a aucune garantie pour les passagers de pouvoir se rendre à La Paz.

Le détonateur a été, cette fois, l'exportation du gaz par un gouvernement totalement vendu aux Etats-Unis. Le gaz a été privatisé en 1995, avec le pétrole, pour être vendu à bas prix aux Etats-Unis via le Chili. Par un accord avec REPSOL-YPF, British Petroleum et d'autres, le gaz serait livré à une raffinerie chilienne pour être ensuite exporté aux Etats-Unis par bateaux. C'est la braderie des ressources naturelles d'un pays où la majorité du peuple manque de gaz et d'électricité.

La première mobilisation contre l'exportation du gaz a eu lieu le 19 septembre, avec une manifestation de trente mille personnes réprimée par le gouvernement et faisant cinq morts, depuis lors cette mobilisation n'a cessé de croître, jusqu'au blocus national depuis trois semaines avec des barrages routiers mis en place par les paysans du mouvement indigène de "los aymares". 80% de la population est d'origine indienne, ouvriers, professeurs, paysans. La semaine dernière la COB a appelé à la grève générale illimitée. Les mots d'ordre mis clairement en avant sont : Non à l'exportation du gaz vers les Etats-Unis ! Dehors le président ! Pour la renationalisation du gaz et du pétrole ! A partir de la dynamique qui s'est ouverte pour arrêter l'exportation on est passé à la question centrale de la chute du gouvernement et de la renationalisation du gaz et du pétrole. C'est une lutte objectivement anticapitaliste.

La répression criminelle de Sanchez de Losada n'a pu en finir avec la mobilisation révolutionnaire des masses. Les trois principaux accès à La Paz sont bloqués, ainsi que les routes d'Oruro, de Cochabamba, de los Yungas qui entre dans la jungle, ainsi que celle qui traverse l'altiplano nord jusqu'aux communes frontalières du Pérou et du Chili. Les autoroutes ont, elles aussi, été bloquées à Cochabamba.

Sur la grève de la COB il y a des informations contradictoires : la grève n'est pas totale. Elément nouveau c'est l'intervention en force des mineurs de Huanuni qui ont démarré par une marche de cinq cent d'entre eux depuis Oruro jusqu'à La Paz, rejoints par environ mille cinq cent paysans et étudiants, émaillée de violents affrontements tout le long de son trajet. El Alto, qui se trouve à douze kilomètres au-dessus de La Paz, à quatre mille mètres d'altitude, est une cité dortoir ouvrière, c'est la région la plus combative, la plus pauvre sur l'altiplano, c'est là où la grève est la plus forte. A El Alto, la grève est totale, dirigée par la COR (Centre Ouvrière Régionale) et les assemblées de quartiers - il y en a plus de quatre cent- affiliées à la centrale ouvrière, décidant de tout démocratiquement dans chaque quartier et se centralisant dans l'Assemblée "Altenidad" qui résout tous les conflits qui affectent la ville.

De fait, il existe une situation de double pouvoir, le gouvernement pro-américain est suspendu en l'air et n'a aucune maîtrise sur cette situation révolutionnaire, il y a un vide de pouvoir et d'un autre côté existe un pouvoir alternatif dans la rue et dans les organisations qui se trouvent à la tête de ce mouvement : la COB, le COR, le MAS, la Fédération Paysanne et les Assemblées de quartiers de El Alto. A ce jour, le gouvernement de Sanchez Losada ne peut compter que sur l'appui des forces armées et des Etats-Unis qui lui ont donné leur soutien, malgré le rejet massif du peuple bolivien. La crise gouvernementale et du régime est totale. Les rats quittent le navire qui est entrain de sombrer. Le vice-président Carlos Mesa, du MIR, s'est éloigné et a retiré son soutien à Losada pour pouvoir se présenter comme une alternative bourgeoise de rechange. De nombreux ministres ont démissionné, tandis que l'église appelle au dialogue et que le parlement est dans l'incapacité de se réunir.

Le gouvernement aux abois pense pouvoir se maintenir en massacrant le peuple, et, maintenant, il prétend s'en sortir par une consultation populaire sur le thème de l'exportation du gaz, reculant et essayant d'éviter sa chute. Mais la classe ouvrière, les paysans, et le peuple bolivien ne croient pas un seul mot de ce que dit Sanchez Losada et continuent leur combat pour qu'il s'en aille. Si Losada n'est pas tombé c'est en raison des oscillations des dirigeants politiques et syndicaux de l'opposition, ce sont des dirigeants réformistes qui chevauchent le mouvement et l'amène sur le chemin de la négociation. C'est ainsi que, pendant l'insurrection de février, ils ont sauvé Sanchez Losada. Ils n'ont même pas constitué une direction pour organiser la lutte en commun. C'est le même péril qui menace aujourd'hui l'héroïque force du peuple bolivien.

Le risque existe, également, que le gouvernement, dans cette situation désespérée pour lui, amplifie la répression ou qu'il ait lieu un coup d'état militaire, on ne peut pas écarter cette possibilité, malgré que les masses boliviennes restent mobilisées pour l'empêcher, dans les manifestations il y a eu des signes clairs de fraternisation entre les manifestants, les soldats et la police, il faut appeler les sous-officiers, les soldats, à ne pas tirer contre le peuple et qu'ils se joignent à la grève, comme ce fut le cas avec la police en février, qu'ils distribuent les armes au peuple pour qu'il se défende contre la répression assassine du gouvernement de Losada.

Ce sont les travailleurs et les paysans boliviens qui possèdent tous les éléments pour gagner en raison de leur combativité et de leurs forces organisées. La grève générale et les barrages routiers démontrent qu'il existe une alternative de gouvernement pour sortir la Bolivie de la misère et de sa subordination à l'impérialisme. Il faut soutenir le peuple bolivien pour qu'il puisse en finir

avec le gouvernement de Sanchez Losada et impose un gouvernement d'urgence de la COB, de la COR, de la Fédération paysanne, des assemblées de quartiers, du MAS et de toutes les organisations en lutte. C'est l'axe de la bataille aujourd'hui en Bolivie. Dans ce cadre nous appelons à la solidarité totale avec le peuple bolivien pour imposer la non exportation du gaz aux Etats-Unis, la renationalisation du gaz et du pétrole, la convocation d'une assemblée constituante libre et souveraine qui débattrait et résoudrait la réorganisation de la Bolivie au service du peuple travailleur et des paysans.

Nous appelons à développer à ce que se tiennent des rassemblements et des manifestations en solidarité avec le peuple bolivien devant les ambassades et les consulats du monde entier.

Il faut rejeter l'appui de Bush au gouvernement assassin de Sanchez Losada, exiger dans chaque pays la rupture des relations avec les Etats-Unis, en soutien avec le peuple bolivien.

Modifié le mardi 21 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

